



Accès universel

Les communications pour tous grâce à la
téléphonie mobile



Synthèse de l'étude



Synthèse de l'étude

Introduction

Les communications mobiles fourniront des services voix, données et Internet abordables à plus de 5 milliards de personnes d'ici 2015, c'est-à-dire le double du nombre de personnes connectées aujourd'hui. L'association GSM (GSMA) pense que le coût des réseaux et des dispositifs mobiles va continuer de baisser, ce qui permettra de proposer des services mobiles à moindre coût aux personnes ayant des revenus très bas.

Dans de nombreux pays en voie de développement, la pénétration de la téléphonie mobile est étroitement liée à la croissance économique et aux avantages sociaux.¹ Les États et les autres intéressés devraient encourager l'industrie de la téléphonie mobile à offrir à tous le moyen de communiquer en baissant les taxes consommateur liées aux téléphones mobiles² et en supprimant les obstacles qu'apportent les régulations.³

Les fonds de service universel⁴ ont été adoptés par les États de nombreux pays en voie de développement, dans le but d'améliorer l'accès aux télécommunications. La GSMA a demandé à Intelecon Research d'évaluer le succès de ces fonds, en analysant des chiffres clés dans 92 pays en développement. Réalisée à partir d'études de cas détaillées, de comparaisons de pays et d'entretiens avec des experts, cette analyse est l'une des plus complètes et des plus fiables réalisées à ce jour sur le sujet des fonds de service universel.⁵

¹ 'The Impact of Telecoms on Economic Growth in Developing Countries', Leonard Waverman, Meloria Meschi, Melvyn Fuss; Vodafone Policy Paper Series, No. 2 mars 2005.

² Voir 'Fiscalité et Fracture numérique' rapport de l'association GSM, 2005. Téléchargeable à l'adresse www.gsmworld.com/tax.

³ Voir 'Régulation et fracture numérique' rapport de l'association GSM, 2006. Téléchargeable à l'adresse www.gsmworld.com/regulation.

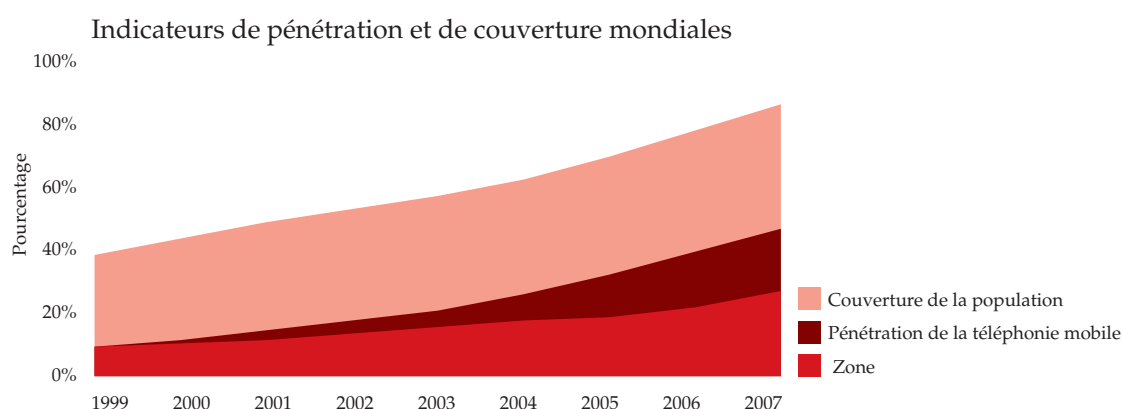
⁴ La majorité des fonds de service universel (USF) a été mise en place par les États des pays émergents. Ces fonds apportent généralement une aide financière permettant d'atteindre des objectifs en matière de services de téléphonie et Internet, et procurent un financement aux utilisateurs « d'avant-garde » tels que les écoles, les bibliothèques et les start-ups. Les premiers fonds ont servi à financer l'expansion du réseau fixe dans des régions éloignées à coût élevé ; c'était avant que les réseaux mobiles ne soient en mesure d'offrir des solutions commerciales à bas coût à ces régions.

⁵ Les pays qui bénéficient de fonds de service universel depuis longtemps, tels que les États-Unis et l'Australie, ne sont pas inclus dans ce rapport.

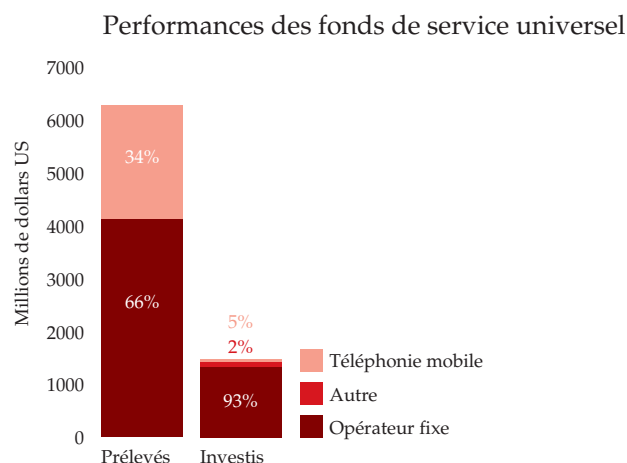
Synthèse de l'étude

Les principaux résultats de l'étude

- Les réseaux mobiles couvrent maintenant 80 % de la population mondiale, le double de l'an 2000. Cela peut être attribué presque exclusivement aux investissements réalisés par les opérateurs de réseaux mobiles et à la libéralisation des marchés de télécommunications par les États. D'ici 2010, 90 % de la population mondiale sera couverte par les réseaux mobiles.



- 32 des 92 pays en voie de développement étudiés ont mis en place des fonds de service universel, qui prélèvent des contributions auprès des opérateurs de réseau fixe et mobile, dans le but de financer le développement des télécommunications dans les zones rurales. Le prélèvement s'élève généralement à 1 ou 2 % des recettes brutes ou nettes. Dans quelques rares cas, le prélèvement est beaucoup plus élevé, jusqu'à 5 % des recettes brutes.
- À ce jour, 15 des 32 fonds de service universel ont recueilli plus de 6 milliards de dollars US auprès de l'industrie des télécommunications, dont 2 milliards proviennent des opérateurs mobiles. Les 17 autres fonds devraient bientôt prélever des fonds, ou ont commencé récemment à le faire.
- Seuls 27 % (1,62 milliard de dollars US) des 6 milliards de dollars US qui ont été prélevés ont été redistribués à l'industrie des télécommunications, afin d'aider l'expansion du réseau. Les 73 % restants n'ont été ni alloués ni dépensés.

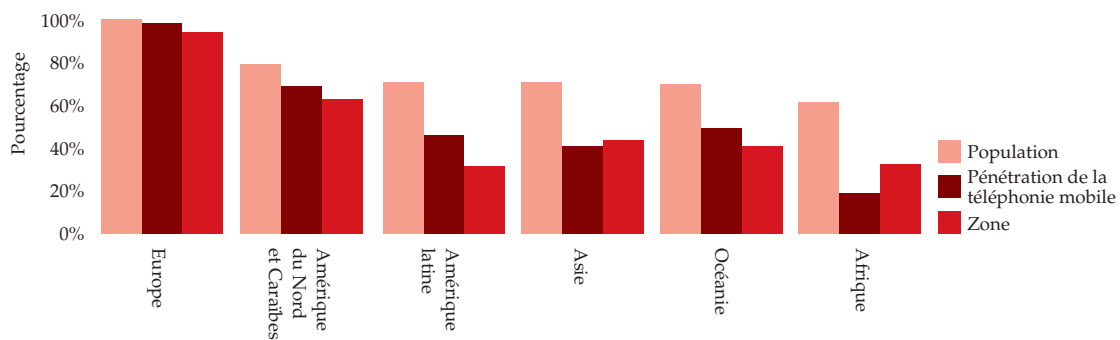




Synthèse de l'étude

- La distribution des fonds de service universel a eu peu d'effets sur l'amélioration de la pénétration du marché, principalement parce que la plus grande partie de l'argent dépensé (93 % des 1,6 milliard de dollars US) a été consacrée au développement des réseaux fixes, qui coûtent relativement cher. En comparaison, seuls 5 %, soit 75 millions de dollars US ont été alloués aux réseaux mobiles,⁶ dont le déploiement coûte beaucoup moins cher que celui des réseaux fixes.

Indicateurs clés par région



Implications

- Les opérateurs mobiles pourraient étendre la couverture à 450 millions de personnes supplémentaires (7 % de la population mondiale) habitant des zones rurales, si les prélèvements de fonds de service universel non alloués, qui représentent une somme de 4,4 milliards de dollars US étaient investis dans le développement du réseau mobile.
- Les fonds de service universel auront recueilli 3,8 milliards de dollars US supplémentaires dans le secteur des télécommunications d'ici la fin de la décennie. Si la totalité de cet argent était consacrée au développement du réseau mobile, 382 millions de personnes supplémentaires, (6 % de la population mondiale) bénéficierait d'une couverture mobile.
- Si les 4,4 milliards de dollars US de fonds de service universel recueillis et non dépensés, auxquels s'ajouteront les 3,8 milliards de dollars US qui seront prélevés d'ici la fin de la décennie, étaient consacrés au développement des réseaux mobiles, la couverture mobile pourrait être presque totale d'ici 3 ans et demi.⁷
- Les pays qui prélèvent des fonds de service universel auprès du secteur mobile et les utilisent mal, en les investissant dans les réseaux fixes, empêchent le secteur mobile d'être en mesure de proposer des services durables à moindre coût à des consommateurs moins aisés.

⁵ Selon la Banque mondiale, le rapport relatif du coût d'investissement entre les connexions fixes et mobiles, est de 10 à 1, c'est-à-dire que l'installation d'une ligne mobile est dix fois moins chère que celle d'une ligne fixe.

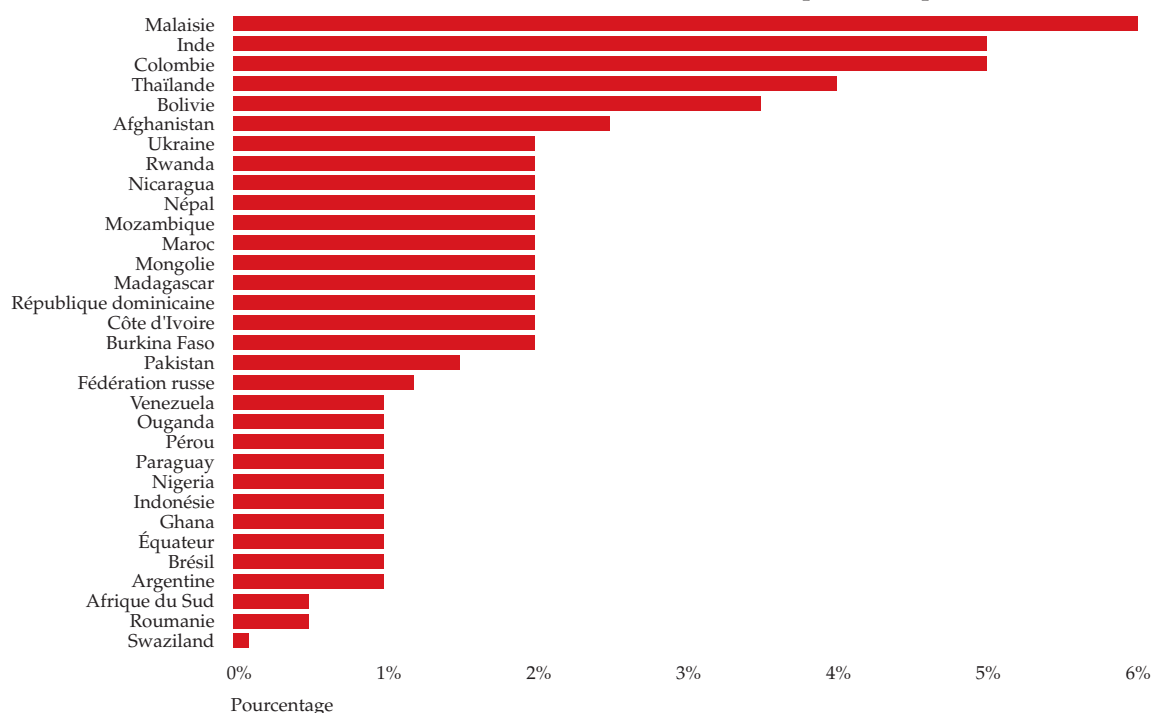
⁷ Les estimations sont basées sur un rayon de couverture moyen d'une station cellulaire de 20 km et une densité de population s'élevant à 15 % de la densité de population rurale moyenne de chaque pays (selon l'hypothèse que le déploiement se fera dans des régions peu peuplées).

Synthèse de l'étude

Recommandations spéciales

- Les États doivent considérer les forces du marché comme le principal moyen de développer l'accès et les connexions aux communications mobiles. Les fonds de service universel ne doivent être utilisés qu'en dernier recours et uniquement pour étendre la couverture à des régions très éloignées ou très coûteuses, où l'installation de réseaux sans subventions n'est pas viable commercialement.
- Les 4,4 milliards de dollars US de prélèvements de fonds de service universel qui n'ont pas encore été alloués devraient être investis dans le développement de la couverture mobile. Cet investissement devrait être accompagné de la réduction d'autres obstacles à l'utilisation des téléphones mobiles, tels que la taxe consommateur, en priorité. Non seulement ces mesures augmenteront la couverture réseau mais aussi elles amélioreront nettement le taux de pénétration et l'utilisation.
- Les fonds de service universel devraient uniquement être utilisés à court ou à moyen terme, et doivent être graduellement supprimés. Il n'y a aucune raison de continuer à utiliser cette méthode de financement sur les marchés où les objectifs de service ont été atteints, que ce soit au moyen des mécanismes de marché ou de subventions de l'État.⁸
- Les fonds de service universel devraient être consacrés à la technologie la moins chère, généralement les réseaux mobiles, le moyen le plus efficace d'étendre l'accès aux télécommunications, comme l'ont prouvé différentes études.⁹
- Les États devraient rendre publiques leurs politiques en matière d'accès universel, assurer la transparence des comptes et étudier les progrès régulièrement.

Prélèvements des Fonds de Service Universel auprès des opérateurs



⁸ Les États-Unis, par exemple, prélèvent 10,5 % des recettes utilisateur final inter-états et ont recueilli 31 milliards de dollars entre 1999 et 2004. Les opérateurs mobiles ont apporté 53 % de cette somme, soit 16,4 milliards de dollars mais ont uniquement reçu une part de 2,6 %, soit 800 millions de dollars.

⁹ 'Par leur nature même, les réseaux mobiles sont beaucoup plus faciles, plus rapides et moins chers à déployer que les réseaux fixes,' The Economist. 23-29 septembre 2006.



Synthèse de l'étude

Conclusions

- Le secteur de la téléphonie mobile a déjà supprimé un grand nombre d'obstacles, monétaires et non monétaires, à l'offre de communications accessibles.
- Les États doivent en priorité continuer à encourager le secteur à proposer des solutions commerciales qui permettront d'atteindre les objectifs d'accès universel et de service de façon durable.
- À ce jour, les fonds de service universel ont coûté plus d'argent au secteur qu'ils n'en ont apporté, raison pour laquelle ils n'ont généralement pas pu atteindre les objectifs prévus.
- Les décideurs doivent utiliser les fonds de service universel en dernier recours, quand un marché relativement mûr n'est pas parvenu à proposer un accès étendu aux services de télécommunications.

Couvrir plus de 90 % de la population

- Une couverture mobile viable économiquement s'étendra à plus de 90 % de la population mondiale d'ici 2010. Néanmoins, il restera des régions où l'installation de réseaux mobiles ne sera jamais rentable. Dans la plupart des pays, cela concernera entre 2 et 5 % de la population, ce qui correspond à 20-30 % de la zone géographique.
- L'étude démontre que la téléphonie mobile est l'unique solution viable permettant de fournir un accès et des services universels. Si les fonds de service universel qui n'ont pas été dépensés et ceux qui seront prélevés dans le futur sont alloués aux opérateurs mobiles, il sera possible d'atteindre une couverture de population presque totale grâce aux réseaux mobiles.

Augmenter le taux de pénétration en priorité

- Les États devraient avoir pour objectif la connexion des 2,7 milliards de personnes qui vivent dans les zones couvertes par des réseaux mobiles mais n'utilisent pas ces services. En supprimant les taxes douanières et les taxes de vente sur les téléphones et les services mobiles, par exemple, les États pourraient diminuer les coûts pour les plus pauvres et augmenter en conséquence la pénétration de la téléphonie mobile de 20 % dans les zones bénéficiant déjà d'une couverture réseau.¹⁰
- Des études plus anciennes¹¹ ont révélé qu'une augmentation de 10 % de la pénétration de la téléphonie mobile pouvait augmenter le taux de croissance économique annuel d'un pays en voie de développement de 0,6 %. Les États doivent en priorité s'efforcer d'atteindre ces objectifs, en même temps qu'ils doivent étendre la couverture géographique aux zones faiblement peuplées.

¹⁰ Fiscalité et Fracture numérique, GSMA 2005 (www.gsmworld.com/tax)

¹¹ Waverman, et al 2005.

Synthèse de l'étude

Étude de cas : Ouganda

Avec un taux de couverture de 96% de la population, grâce aux réseaux de téléphonie mobile, dans des conditions économiques difficiles, l'Uganda Communications Commission (UCC) a démontré la façon dont une stratégie de vente par adjudication axée sur les subventions¹² les plus faibles peut stimuler le déploiement des réseaux.

L'Ouganda est l'un des rares pays où une politique d'accès universel coordonnée et des fonds de service universel ont eu des effets importants et positifs, en permettant l'offre de services voix et données accessibles dans l'ensemble du pays. La politique mise au point en l'an 2000, en collaboration avec le secteur mobile, exigeait des deux opérateurs principaux de déclarer quel sous-départements ruraux ils pouvaient ou ne pouvaient pas servir, en renonçant de ce fait à leurs droits d'exclusivité dans des régions spécifiques.

L'UCC a fourni aux opérateurs une étude sur la demande en matière de services de communications dans les zones rurales, où vivent 88 % de la population. 154 sous-comtés sans droit d'exclusivité ont été identifiés et MTN Ouganda, membre du groupe sud-africain, a remporté les appels d'offres, en tant que soumissionnaire le moins disant en matière de subventions, en 2005 et 2006. Outre son portefeuille de services classique, MTN a mis en place plus de 4000 téléphones à accès partagé dans ces villages qui ne bénéficiaient pas de réseau dans le passé.

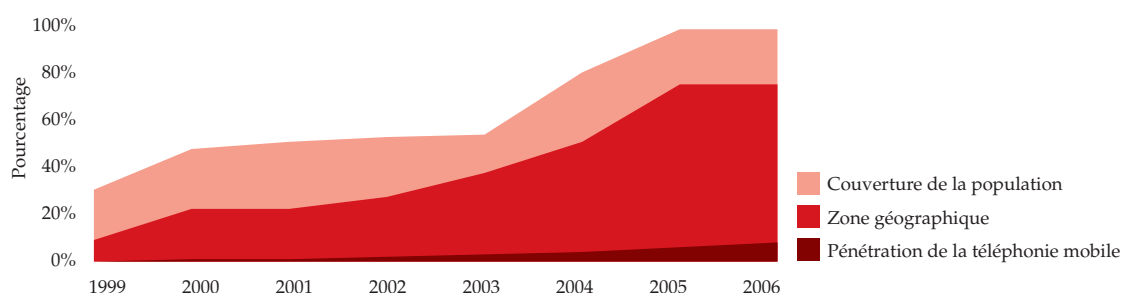
On peut citer parmi les raisons pour lesquelles la téléphonie mobile a été capable de fournir l'accès universel en Ouganda:

- l'introduction de la concurrence grâce à une législation sur la neutralité de la technologie en 1998, avant la privatisation des opérateurs existants ;
- la présence d'un organisme de régulation indépendant et fiable, qui a créé un environnement concurrentiel et stable ;
- l'allocation de la totalité des fonds de service aux communications mobiles ;
- la priorité accordée aux installations dans les dernières zones géographiques, augmentant considérablement l'accès aux communications de données ; et
- le fait que les opérateurs doivent indiquer quels sous-comtés ils ne couvriront pas, permettant ainsi à l'État de lancer des appels d'offre pour créer des installations dans ces zones à l'aide de fonds de service universel.

Bien que l'Ouganda soit l'un des pays où les réseaux mobiles couvrent une proportion élevée de la population, le taux de pénétration n'est que de 7%. Cela est dû en grande partie à la taxe dissuasive auxquels sont soumis les utilisateurs de téléphone mobile, qui représente plus de 30 % du coût total de possession,¹³ et est la plus élevée d'Afrique.

Il est urgent que l'Ouganda diminue les taxes, afin que les 25 millions de personnes qui ont accès aux réseaux mobiles puissent les utiliser et en profiter.

Indicateurs clés de l'Ouganda



¹² Ce type d'appel d'offre attribue le marché au soumissionnaire le moins disant en matière de subventions.

¹³ 'Fiscalité et Fracture numérique'



Synthèse de l'étude

Étude de cas : Inde

Les fonds de service universel permettent de recueillir en moyenne 5 % des recettes brutes des opérateurs mobiles chaque année, mais la majorité des opérateurs mobiles ne peut pas bénéficier de ces fonds. La plupart des prélèvements sont alloués à l'opérateur existant BSNL.

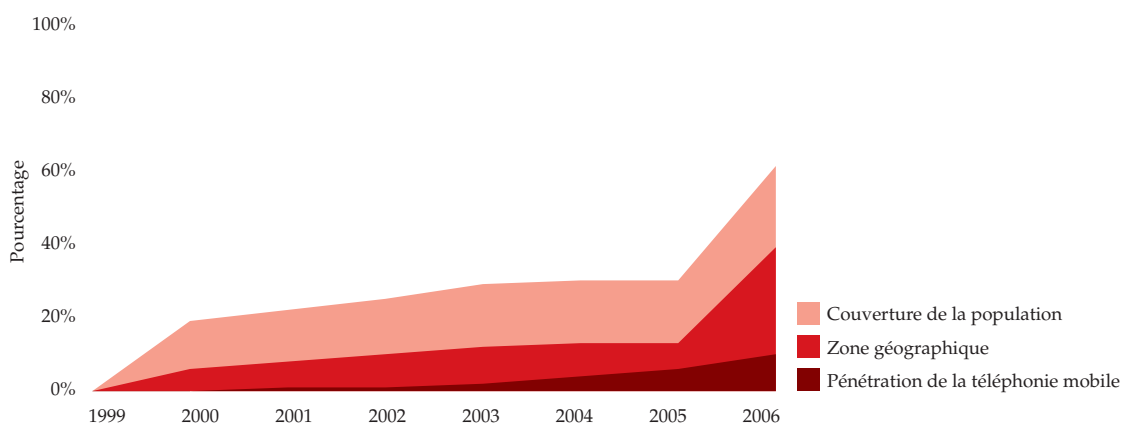
Depuis 2002, le fonds de service universel en Inde a perçu environ 3 milliards \$US et a alloué moins de 29% de cette somme. La somme disponible aujourd'hui avoisine les 2 milliards de dollars US et devrait continuer d'augmenter. Le secteur de la téléphonie mobile ne peut pas accéder à des ressources qu'il pourrait utiliser pour investir dans le développement du réseau et atteindre les objectifs de service universel.

Malgré cela, la couverture du réseau mobile a doublé en Inde l'année dernière pour atteindre plus de 60 % de la population. Une série de changements de l'environnement réglementaire ont soutenu cette expansion. L'introduction en 2003 du principe CPP (l'appelant paie), par exemple, a eu des effets significatifs sur le développement du réseau et le nombre d'utilisateurs, de même que la libéralisation plus poussée du secteur. L'Inde compte désormais entre six et huit opérateurs mobiles importants dans chaque zone de service.¹⁴

L'Inde connaît un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 11 %, chiffre qui croît rapidement avec la baisse du coût des services. L'ARPU (Chiffre d'affaires moyen par utilisateur) prépayé moyen en Inde est de 5 dollars US.¹⁵

La croissance du secteur mobile a été ralentie à cause des taxes, parmi les plus élevées au monde, telles que des frais de licence entre 5 et 10 % et une redevance sur le spectre représentant entre 2 et 6 % des recettes brutes rajustées des opérateurs. Les opérateurs mobiles doivent également payer la redevance ADC (Access Deficit Charge) de 1,5 %, ce qui représente environ 750 millions de dollars par an. Ces droits sont redistribués aux opérateurs attirés de lignes fixes. L'Inde est un marché extrêmement concurrentiel; Le coût d'une minute de communication est parmi les plus bas dans le monde. Les taxes et frais réglementaires élevés, combinés aux bas prix font que les opérateurs mobiles ont des flux de trésorerie plus bas, ce qui les a empêchés de se développer davantage dans des régions rurales

Indicateurs clés de l'Inde



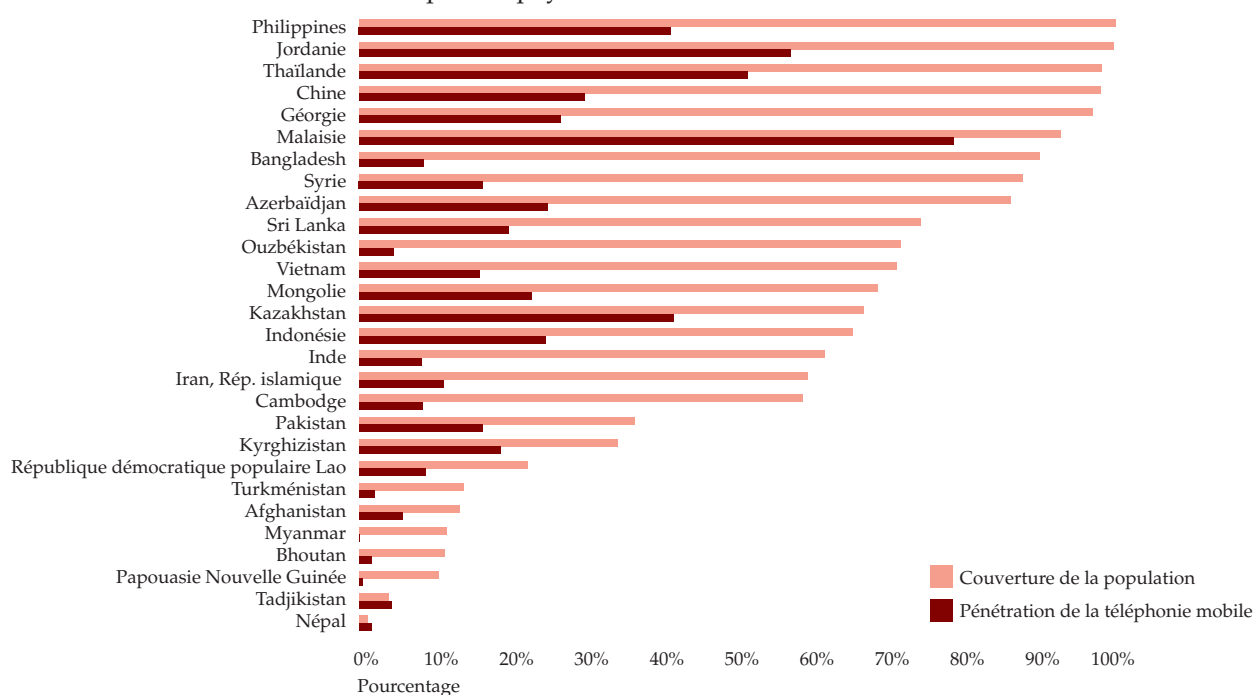
¹⁴ Le nombre moyen d'opérateurs par zone de service est de six. Il n'existe que deux états, Punjab et Rajasthan, qui comptent huit opérateurs.

¹⁵ Selon l'étude d'évaluation du secteur GSM privé de décembre 2005, l'ARPU prépayé moyen de ce secteur était de 218 Rs, soit 4,66 dollars US par abonné et par mois.

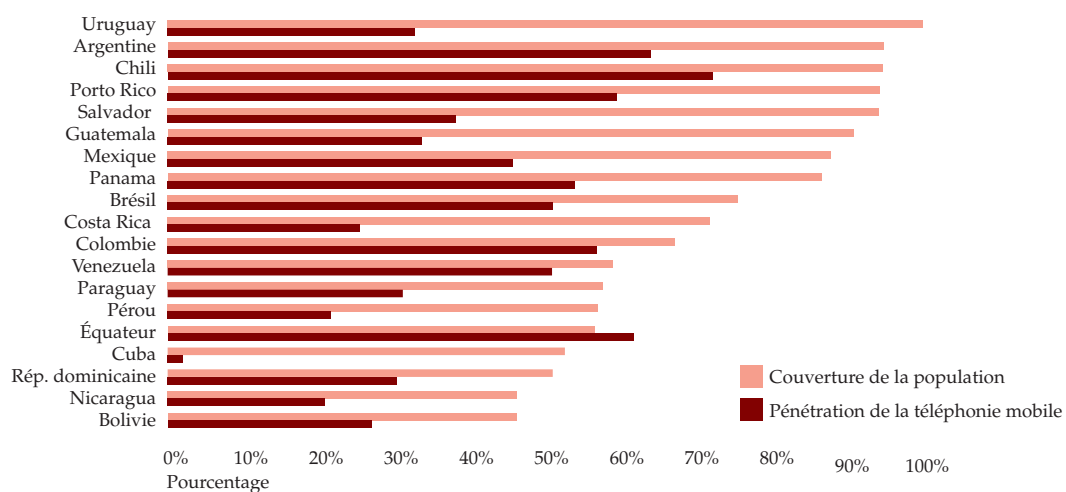
Synthèse de l'étude

Pénétration de la téléphonie mobile et couverture de la population

Exemples de pays – Asie



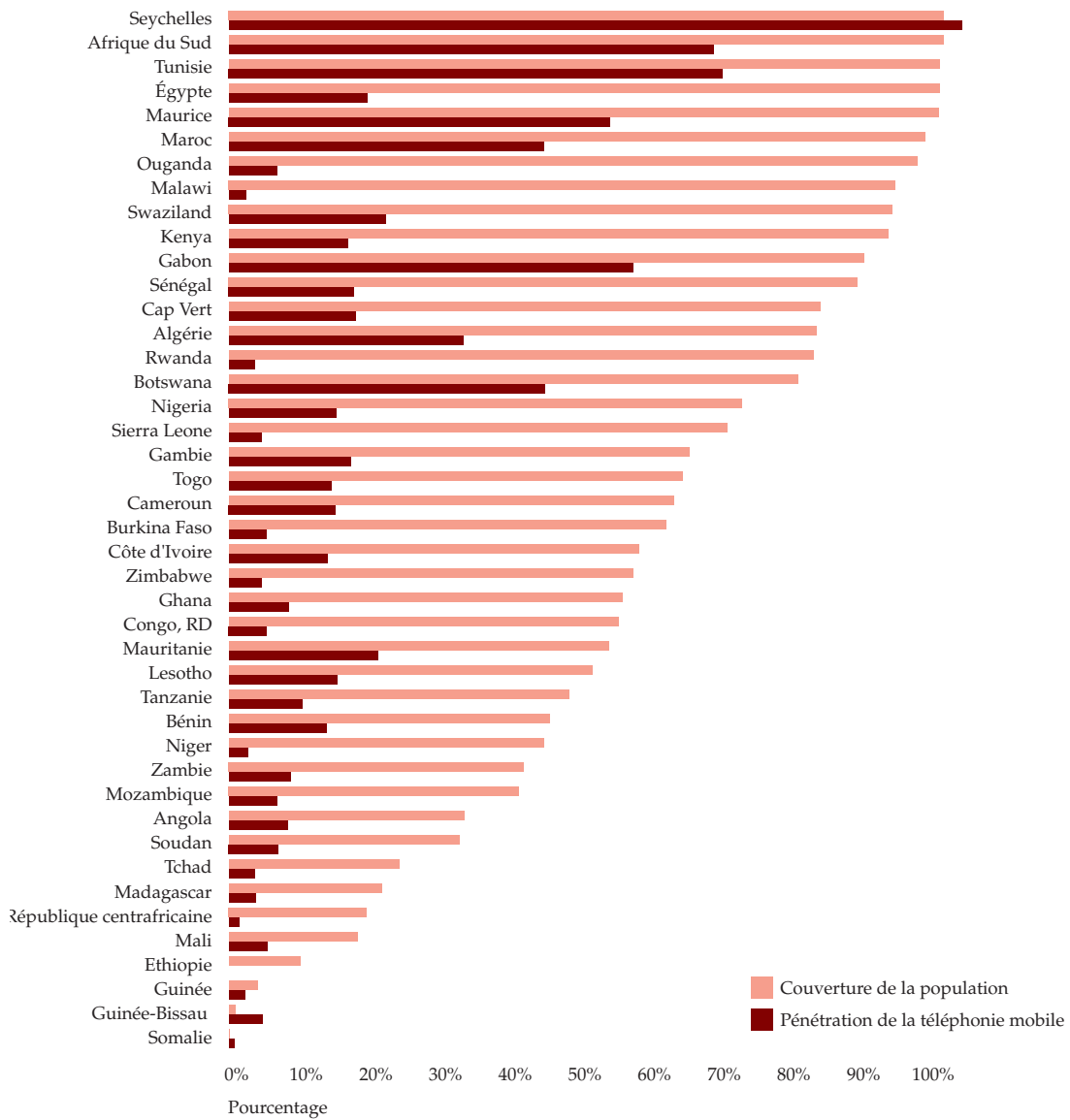
Exemples de pays – Amérique latine





Synthèse de l'étude

Exemples de pays – Afrique



Executive Summary

Pour télécharger le rapport complet,
rendez-vous sur le site Web à l'adresse
[www.gsmworld.com /universalaccess](http://www.gsmworld.com/universalaccess)

Remerciements



Ce rapport de la GSMA est le plus récent d'une série d'études visant à fournir des informations éclairées sur les questions politiques concernant la façon d'éliminer la fracture numérique. L'Association a pour vocation d'influencer les politiques destinées à faciliter l'accès à faibles coûts aux communications mobiles afin d'offrir des services de voix, données et Internet à un plus grand nombre de consommateurs à travers le monde.

La GSMA tient à remercier les sponsors de ce rapport qui incluaient Celtel, Cellular Operator Association of India, Ericsson, MTN, Nokia, Smart et Telenor. Nous souhaitons également remercier Intelcon qui a réalisé l'étude.

Pour plus d'informations ou pour télécharger ce rapport, rendez-vous sur le site Web à l'adresse www.gsmworld.com/universalaccess

intelcon



Intelcon est une agence conseil pluridisciplinaire dans le domaine des télécommunications, spécialisée dans les marchés émergents et les pays en voie de développement. La société allie une expertise stratégique, économique, commerciale et technologique et des connaissances approfondies des réglementations et des politiques. L'expérience d'Intelcon à l'échelle mondiale couvre plus de 50 pays sur tous les continents.

Au premier plan du secteur des télécommunications rurales, Intelcon est un leader mondial promouvant l'implémentation de stratégies et d'applications viables économiquement dans le domaine de la téléphonie mobile et des communications sans fil sur les marchés émergents en tant qu'outil et catalyseur efficace du développement économique. La société a participé activement à la conception et la mise en oeuvre de stratégies d'Accès Universel en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine. Les technologies mobiles et sans fil ont été incorporées dans des modèles pour les services voix et Internet, à l'échelle mondiale. En Ouganda, au Nigeria, en Mongolie et dans d'autres pays, la société a également contribué à la conception et à l'évolution d'opérations liées à l'accès aux télécommunications dans les villages et des modèles commerciaux.

Les clients d'Intelcon incluent des opérateurs, des fabricants, des établissements financiers, des organismes de réglementation et des agences gouvernementales. La société a pour vocation de refléter les objectifs distincts de ses clients: évaluer le potentiel des marchés, promouvoir l'exploitation réussie des réseaux et services commerciaux et appliquer la réforme et la libéralisation de la politique en matière de télécommunications, de la réglementation et des marchés. Les clients d'Intelcon bénéficient d'informations et de services précieux, soutenus par une modélisation financière détaillée et des séries d'outils spécialement adaptés à leurs besoins individuels, ainsi que d'un réseau mondial d'associés.

www.intelconresearch.com

GSMA London Office
1st Floor Mid City Place 71 High Holborn London WC1V 6EA Royaume-Uni
Tél. : +44 (0)20 7759 2300

GSMA Dublin Office
Block 2 Deansgrange Business Park Deansgrange Co.Dublin Irlande
Tél. : +353 (0)1 289 1800

www.gsmworld.com